

JEUNESSES, DÉMOCRATIE ET PARTICIPATION

*Un cycle de webinaires proposé par
Décider ensemble*



Alors que 2022 s'est ouverte comme une année électorale majeure en France et que le fort taux d'abstention des jeunes continue d'être largement commenté (41% des 18-24 ans et plus du tiers des 25-34 ans n'ont pas voté au second tour des élections présidentielles 2022 selon [une enquête Ipsos/Spora Steria](#)), **Décider ensemble a choisi de travailler sur le rapport entre jeunes et politique à travers un cycle de 3 webinaires.**

L'objectif : s'interroger sur la nature de cette démobilisation. La défiance envers les institutions et les formes d'engagement traditionnelles est-elle la marque d'un désintérêt pour les questions politiques en général ? Ou au contraire n'est-elle pas le signe d'une volonté de nouvelles formes de mobilisation, plus directes et plus aptes à répondre aux urgences actuelles ? À travers 3 webinaires, nous avons tenté d'**esquisser un panorama des jeunes d'aujourd'hui afin de discuter de leur rapport aux institutions politiques traditionnelles et de leurs nouvelles formes d'engagement.** Le but était également d'**ouvrir des pistes pour l'avenir**, pour mieux intégrer les aspirations des jeunes aux prises de décision et instaurer un véritable dialogue entre jeunes et décideurs politiques.



PRÉSENTATION DU CYCLE

WEBINAIRE 1. JEUNESSES ET POLITIQUE AUJOURD'HUI

25 janvier 2022

- ◆ **Yann Feurté**, Conseiller municipal de Podensac, Président de l'association Comidée
- ◆ **Yanis Hammidouche**, Association La Cité des Chances
- ◆ **Laurent Lardeux**, Sociologue

REPLAY DU WEBINAIRE

WEBINAIRE 2. L'ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LES STRUCTURES INSTITUTIONNELLES REPRÉSENTATIVES ET PARTICIPATIVES

30 mars 2022

- ◆ **Valérie Becquet**, Sociologue, Professeure à Cergy Paris Université
- ◆ **Laurence Mauler**, Adjointe au Maire de Barr, en charge de la Citoyenneté, Démocratie participative, Jeunesse et Communication
- ◆ **Anna Moriette**, Service civique chez Tous Elus (GT formation : former des personnes issues de la société civile)

REPLAY DU WEBINAIRE

WEBINAIRE 3. LES JEUNESSES ET LES NOUVELLES FORMES D'ENGAGEMENT

2 juin 2022

- ◆ **Philippine Labat**, Étudiante et bénévole administrative de l'association Conscience et Impact Écologique
- ◆ **Mimosa**, Militant·e d'Extinction Rébellion
- ◆ **Paolo Stuppia**, Sociologue

REPLAY DU WEBINAIRE



WEBINAIRE 1

Jeunesses et politique aujourd'hui

25 janvier 2022

L'objectif de ce webinaire est de **réaliser un panorama des jeunesses d'aujourd'hui** et de **s'interroger sur les causes des disparités entre les jeunes en termes de participation à la vie politique** (classe sociale, niveau d'éducation, lieu de vie). Parce qu'il n'y a pas une jeunesse mais des jeunesses, il s'agit de se demander qui sont les jeunes qui participent et qui ne participent pas, et de quelle manière réduire cette fracture de l'engagement.

LES INTERVENANTS

◆ **Yann Feurté**, élu en charge de la commission démocratie participative de la commune de Podensac et président de l'association [Comidée](#), un comité de réflexion qui organise des ateliers participatifs afin de donner la parole aux jeunes et faire remonter leurs propositions et initiatives.

◆ **Yanis Hammidouche**, membre du pôle Relations publiques de l'association [la Cité des Chances](#) et étudiant en première année Master Études Européennes à Paris 3 Sorbonne Nouvelle. La Cité des Chances oeuvre à promouvoir l'engagement citoyen des jeunes de banlieues, en leur donnant des outils et en les accompagnant dans la vie citoyenne.

◆ **Laurent Lardeux**, sociologue et chargé de recherche à l'[INJEP](#), organisme public d'études, de recherche et de statistiques sur les jeunes et les politiques publiques qui leur sont destinées. Ses recherches portent principalement sur les questions liées à la participation des jeunes, de leurs engagements dans des cadres institués comme dans des cadres plus alternatifs.



PROPOS INTRODUCTIFS DE LAURENT LARDEUX

◆ QUI SONT LES JEUNES ? QUI EST CONSIDÉRÉ COMME « JEUNE » ?

Ce terme de « jeunesse » a tendance à **invisibiliser les questions sociales, raciales, environnementales (lieu d'habitation), mais également les questions liées au genre et au niveau d'études** qui touchent ces individus. Cette essentialisation de la « jeunesse » proviendrait de la nécessité de créer une catégorie de population pour laquelle des politiques publiques peuvent être mises en place.

La jeunesse peut être définie comme cette période de transition dans la vie d'une personne **où des étapes clefs sont franchies** telles que le départ du foyer parental, le premier emploi ou encore le début d'une certaine autonomie financière. Mais les « jeunes » ne franchissent pas ces étapes au même moment du fait d'**inégalités intragénérationnelles** d'une part (univers socio-économiques et territoriaux variés), et d'**inégalités intergénérationnelles** d'autre part. En effet, ces étapes connaissent une **forte réversibilité** liée à la précarisation du marché du travail avec les exemples de retour chez les parents qui se multiplient.

Le terme de jeunesse ne se fonde donc pas tant sur l'âge biologique des individus, mais sur cette période de transition. Pour autant, il reste tout de même important de pouvoir poser des limites d'âge, mais qui seraient alors adaptables en fonction des contextes.

◆ COMMENT, SELON VOUS, A ÉVOLUÉ LE RAPPORT DES JEUNES À LA DÉMOCRATIE, EN FRANCE, DEPUIS 20 ANS ?

Selon [une enquête de l'INJEP](#), on note **un manque de confiance envers les différentes institutions** de la démocratie française de la part des jeunes mais plus généralement de la part des citoyennes et citoyens français.

Les corps intermédiaires (partis politiques, syndicats et presses) connaissent également un fort déficit de confiance depuis une vingtaine d'années.

Au contraire, **la confiance envers les institutions de « l'État providence » paraît très élevée** et est en hausse depuis 1999 (malgré une baisse de confiance envers le système d'enseignement qui passe de 73% en 2008 à 65% en 2018).

On note enfin **une forte baisse de confiance envers les institutions de la démocratie représentative.** Le Gouvernement ne recueille que 23% de confiance et 27% pour le Parlement.

◆ QUELLES SONT LES ATTENTES DES JEUNES ENVERS NOTRE SYSTÈME DÉMOCRATIQUE ?

Les nouvelles générations (post 1990) ont des attentes plus exigeantes sur les questions de démocratie, d'égalité et de redistribution des richesses.

La démocratie ne devrait plus se limiter aux moments des élections, mais **devenir constitutive du quotidien des individus.**

Les jeunes considèrent que **notre modèle démocratique n'a pas répondu aux attentes de protection et de justice globale.** Certains jeunes vont alors se tourner vers des modèles non-démocratiques et autoritaires.

Pour résumer, on voit deux tendances croisées : d'une part, **une importante désaffection à l'égard de la politique traditionnelle** et, d'autre part, **des aspirations toujours plus fortes à participer de manière plus directe.**

◆ QUELLES DISPARITÉS OBSERVE-T-ON ENTRE LES JEUNES DANS LEUR RAPPORT À LA DÉMOCRATIE ? DANS LEUR ENGAGEMENT ET PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE (CLIVAGE DIPLÔMÉS / NON DIPLÔMÉS ? MILIEUX POPULAIRES / MILIEUX FAVORISÉS ? RURAL / URBAIN ? ETC.) ?

Des disparités et clivages existent dans la capacité des jeunes à agir et participer avec une variable importante : le niveau d'éducation. Le sentiment de pouvoir participer et s'engager est, en effet, très inégalement distribué dans la société : il est plus fort chez les jeunes citoyens avec un niveau de diplôme élevé. Cette variable a tendance à devenir de plus en plus importante dans la mesure où **les corps intermédiaires, autrefois espaces et lieux d'éducation populaire, ne remplissent plus ce rôle de politisation des masses.**

La question du genre est aussi importante dans l'engagement au sein des formes institutionnelles de la participation politique avec **une prédominance d'hommes blancs de plus de 50 ans.** Les femmes s'engagent plus dans les associations. Cela s'explique par **les mécanismes de transmission et de reproduction intra-familiale** de la domination masculine envers les jeunes garçons. Par exemple, la capacité et la légitimité à prendre la parole en public seront bien supérieures chez les garçons que chez les jeunes filles.



TÉMOIGNAGES DES 2 AUTRES INTERVENANTS

Pour **Yanis Hammidouche**, la question de la participation et des formes que cette dernière peut prendre est essentielle, notamment pour les jeunes venant de quartiers populaires. **Le manque de représentation de ces jeunes sur la scène politique nationale est un frein dans l'appropriation des questions politiques.**

Les questions d'inclusion, de genre, de discrimination raciale et de justice sociale sont au cœur des démarches de participation des jeunes avec qui il travaille.

Il y a un **réel intérêt des réseaux sociaux** qui, bien utilisés, permettent de sensibiliser et de politiser des jeunes éloignés à la fois géographiquement, mais également sociologiquement des instances de participation.

Si les jeunes semblent de mieux en mieux informés et plus sensibles aux questions politiques, du fait d'un niveau de diplôme global plus élevé par rapport aux générations antérieures mais également par l'utilisation des réseaux sociaux, il ne faut pas négliger les inégalités, et notamment **les disparités géographiques.** **Yann Feurté constate que le milieu rural dans lequel il évolue a ses spécificités propres**, qui requiert donc **une approche ciblée.** Les questions de mobilités limitées ainsi que la distance avec les centres urbains empêchent un certain nombre de jeunes de faire des études supérieures et de fréquenter des lieux de sociabilité politique. Cependant, dans les territoires ruraux, d'autres lieux d'engagements existent avec notamment les associations sportives. Il constate également des formes de reproduction sociale avec des jeunes d'ores et déjà engagés qui rejoignent son association.

La politique ne se limiterait pas aux formes que prennent les institutions de la démocratie représentative, mais **correspondrait à toutes les questions structurantes de la société.**

Il y a une attente à ce que **les actions politiques menées par les jeunes puissent avoir un écho dans les politiques publiques décidées par les élus.**

Yanis Hammidouche propose de ne pas attendre que les jeunes viennent à la politique mais que la politique vienne à eux. La Cité des Chances propose des ateliers de débats directement dans les lieux occupés par cette jeunesse.

Pour Yann Feurté, la connaissance du territoire et de la population est une condition à la participation des jeunes dans les milieux ruraux. Les missions locales peuvent jouer le rôle d'intermédiaire entre cette jeunesse et des dispositifs de participation.



ÉCHANGES ENTRE PARTICIPANT·ES ET INTERVENANTS

◆ QUELLE VALORISATION APPORTER COMME RÉPONSE À L'ENGAGEMENT DES JEUNES ?

Pour **Laurent Lardeux**, l'une des plus importantes formes de rétribution et de valorisation de l'engagement politique des jeunes est **l'appropriation de leurs travaux et engagements dans le débat public institutionnalisé ainsi que dans les politiques publiques.**

Yann Feurté montre l'existence de différentes formes de valorisation de l'engagement dans le cadre universitaire qui se heurtent cependant à des procédures complexes. Pour lui, ces initiatives pourraient être développées dès l'école primaire, soit le plus tôt possible dans le cadre scolaire.

◆ QUID DES OUTILS NUMÉRIQUES POUR ACCROÎTRE LA PARTICIPATION DES JEUNES ?

Pour **Yann Feurté**, il est compliqué de s'appuyer fortement sur le numérique dans les **milieux ruraux** dans la mesure où la couverture numérique n'est pas homogène, complète et suffisante.

Mais cet outil trouve **une plus grande pertinence dans un milieu urbain** comme le soulève **Yanis Hammidouche**. Les réseaux sociaux peuvent se faire **l'écho de grandes mobilisations des jeunes** tout en étant **des outils d'éducation populaire et de communication d'initiatives politiques.**

◆ QUELS SONT LES LIEUX OÙ LES JEUNES PEUVENT SE RENCONTRER, CRÉER DES LIENS ET DONC, POTENTIELLEMENT, S'ENGAGER D'UNE MANIÈRE OU D'UNE AUTRE ET, IN FINE, TRADUIRE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES LEURS ÉVENTUELLES PROPOSITIONS ?

Pour **Laurent Lardeux**, **la place du système scolaire est primordiale** dans la politisation des jeunes. L'école est un lieu où un ethos démocratique peut être appris et développé.

Yanis Hammidouche rebondit sur **le vote écologique des jeunes** lors des élections européennes, en y voyant un résultat électoral influencé par des dynamiques de mobilisation et d'engagement qui existaient hors des urnes.

Yann Feurté conclut ce webinaire en soulignant à nouveau l'importance de **la confiance à accorder aux jeunes pour leur permettre de s'engager**.



À RETENIR

- ◆ **Le terme de jeunesse est flou** et a tendance « à invisibiliser les questions sociales, de genre et les questions raciales ». Il s'agit d'une période de transition qui n'intervient pas au même moment pour toutes et tous.
- ◆ La confiance des jeunes envers la démocratie représentative et ses institutions s'est érodée : **le modèle actuel ne répond plus à leurs attentes**.
- ◆ Il existe **une forte disparité des pratiques et des niveaux d'engagement des jeunes**, notamment en fonction du niveau de diplôme. Elle est accentuée par l'affaiblissement des corps intermédiaires, autrefois espaces d'éducation populaire.
- ◆ Face à une forme de désengagement des jeunes des arènes traditionnelles de la politique, les décideurs ne doivent pas attendre qu'ils viennent à eux mais **aller les chercher**. Les approches doivent être différenciées, par exemple, entre jeunes des quartiers populaires et jeunes ruraux.
- ◆ **Le système scolaire est primordial** pour la politisation des jeunes et le développement d'un ethos démocratique.
- ◆ La valorisation de l'engagement des jeunes passe par **l'appropriation de leurs travaux dans le débat public institutionnalisé**.

REPLAY DU WEBINAIRE



WEBINAIRE 2

L'engagement des jeunes dans les structures institutionnelles représentatives et participatives

30 mars 2022

La défiance des jeunes envers les institutions, notamment représentatives, ne cesse de s'accroître. Face à ce constat, **quelle est la réalité de l'implication des jeunes dans les mécanismes de participation « traditionnels »** (représentatifs et participatifs) ? **Quel rapport entretiennent-ils avec le vote ? Qu'est-ce que cela révèle de leur conception de la citoyenneté ?** Comment les (ré)intéresser et les (re)mobiliser ?

LES INTERVENANTES

◆ **Valérie Becquet**, sociologue, professeure des universités à Cergy Paris Université. Ses recherches portent d'une part, sur les pratiques d'engagement des jeunes, leur construction tout comme leur inscription dans les biographies juvéniles et, d'autre part, sur les politiques de citoyenneté dans les champs scolaires et extra-scolaires.

◆ **Laurence Mauler**, adjointe au Maire de Barr, en charge de la Citoyenneté, Démocratie participative, Jeunesse et Communication.

◆ **Anna Moriette**, service civique chez [Tous Élus](#), association ayant pour objectif de sensibiliser les citoyennes et citoyens aux enjeux démocratiques et à l'importance du vote et de les former afin de les faire entrer dans l'arène politique et leur permettre d'incarner un renouveau démocratique.



PROPOS INTRODUCTIFS DE VALÉRIE BECQUET

Reprenant le rapport issu de [l'enquête européenne sur les valeurs](#), Valérie Becquet présente quelques chiffres de l'abstention. Si les 80 ans et plus se sont abstenus à 31,5% lors des élections présidentielles 2017, les 18-34 ans suivent de près avec 21,8% d'abstention. À l'inverse, les 35-59 ans s'abstiennent à 9,8% et les 60-79 ans à 10,1 %. **Alors comment expliquer le vote des jeunes ?**

L'abstention des jeunes traduit **un rapport désenchanté à la démocratie passant par le vote**. Ils gardent toutefois **un attachement fort au système démocratique**, et même une exigence en termes d'élections libres et justes, d'égalité des droits entre hommes et femmes, etc. Le taux d'abstention traduit donc **le sentiment que notre démocratie n'est plus à la hauteur de leurs exigences et de leurs espoirs**.

Plus les citoyens sont diplômés et informés, plus ils ont un rapport critique au fonctionnement démocratique. Or, les jeunes sont aujourd'hui très largement informés et peuvent mettre en miroir les arguments des uns et des autres, leurs promesses, les mécanismes de coalition et d'opportunisme politique etc. **Ce décryptage du champ politique les rend plus critiques, plus distants et par conséquent peut-être moins votants**.

Le vote seul en tant que tel raconte peu de choses. On peut parler aujourd'hui d'un couplage des pratiques des jeunes (vote et protestation). **Les jeunes utilisent des répertoires d'actions divers**. Il existe donc **des poly-participants**.

Aussi, cet engagement divers traduit **un engagement stratégique** de certains jeunes qui utilisent des répertoires d'actions particuliers à des moments opportuns. En ce sens, le ré-enchantement de la démocratie passe par le fait que **le vote n'est plus un rapport d'obéissance à un système politique mais un rapport d'appropriation de celui-ci**.

Par ailleurs, certaines démarches de participation à l'échelle locale, régionale ou nationale permettent à des jeunes de participer avant même l'âge légal du vote. **Le rapport au champ politique peut donc se construire avant 18 ans, et surtout avant le premier vote**.



ÉCHANGES ENTRE PARTICIPANT-ES ET INTERVENANTES

◆ **QUEL EST LE RAPPORT DES JEUNES AU VOTE ? COMMENT FAIRE POUR QUE DES JEUNES AIENT ENVIE DE S'ENGAGER EN POLITIQUE AUJOURD'HUI, AU-DELÀ DU VOTE, JUSQU'À DEVENIR EUX-MÊMES ÉLUS ?**

Anna Moriette fait le constat de l'abstention des jeunes, notamment aux élections régionales de 2021. Selon [une enquête Ipsos/Sopra Steria](#), près de 87 % des jeunes (18-24 ans) ne sont pas allés voter. Ces données peuvent être mises en miroir avec **un manque de représentativité des élus et un climat de défiance envers les institutions**.

Pourtant, on constate **sur le terrain un fort engagement** des jeunes dans des mouvements sociaux, pour une société plus juste, plus écologique et plus démocratique. **L'association Tous Élus** a pour vocation de **former des jeunes aux enjeux électoraux et à devenir de futurs candidats**. Elle a ainsi lancé **un programme « Pourquoi pas toi ? »** pour encourager l'engagement politique. Il propose des formations menées par des professionnels de la politique en amont des élections à des membres de la société civile. À la suite de ce programme, 2 500 personnes se sont présentées aux élections municipales 2020 avec une grande majorité de jeunes et 62 personnes ont été élues maires. Le programme a été reconduit pour les législatives pour lesquelles 577 personnes ont été

formées, dont 64% avaient moins de 30 ans et 2% plus de 50 ans. 20 d'entre elles se sont finalement présentées à ce scrutin, dont les 3/4 avaient moins de 35 ans.

À travers la campagne [Tous Inscrits](#), l'association **Tous Élus travaille également sur la mal-inscription**, un facteur de l'abstention lié aux démarches administratives qui touche particulièrement les jeunes (ex : déménagement du domicile parental, études sur un territoire autre que son lieu de vote, etc.).

Laurence Mauler souligne l'attachement des jeunes à la démocratie malgré le taux d'abstention élevé. Elle s'appuie notamment sur l'étude [Ma France 2022](#), qui révèle que la jeunesse ne se désintéresse pas forcément de la politique et s'engage à travers **des modes d'actions différents du vote**, comme les grèves et les marches pour le climat par exemple. C'est aussi à travers son expérience auprès des jeunes qu'elle s'aperçoit de **leur volonté de participer et de s'engager politiquement**.

◆ LES DISPOSITIFS DE PARTICIPATION NE SONT PAS TOUJOURS UN SUCCÈS. POUVONS-NOUS GÉNÉRALISER CE GOÛT DE L'ENGAGEMENT À TOUTES LES JEUNESSES ? COMMENT LE MESURER ?

Pour **Valérie Becquet**, le **goût de l'engagement**, ou plutôt les dispositions de l'engagement, **se construit tout au long d'une vie** via les expériences et dès le plus jeune âge. Le levier des différents parcours d'engagement des jeunes réside dans **le sentiment d'auto-efficacité**, c'est-à-dire se sentir efficace dans ce qu'on fait ou voir la situation des autres changer grâce à ce qu'on fait. Ce goût de l'engagement se construit donc avec **un rapport positif à des expériences** et il va se poursuivre dans le temps en fonction des résultats obtenus.

◆ QUELS SONT SUJETS QUI PRÉOCCUPENT LES JEUNES ?

Laurence Mauler évoque [un sondage réalisé en mars 2022 par l'Ifop](#) soulignant que **les préoccupations des jeunes** portent en premier lieu sur le pouvoir d'achat et le coût de la vie (63%), l'emploi et la sécurité à 50% et enfin l'éducation, la formation, l'égalité femme-homme, la lutte contre les discriminations, la santé et l'alimentation, la lutte contre le dérèglement climatique à 47%.

Valérie Becquet précise que **la crise de 2008 et la récente crise sanitaire a affecté les jeunes générations** qui ont vu la valeur de leur diplôme questionnée sur le marché du travail, précarisant encore davantage l'accès à l'emploi. Ces questions peuvent être appelées **les « causes liées à la classe d'âge »**, c'est-à-dire des sujets qui préoccupent les individus en fonction de leur âge. Ici, les préoccupations des jeunes raisonnent avec les questions liées à la scolarité et à l'emploi.

◆ QUELLES FORMES PREND L'ENGAGEMENT DES JEUNES ?

Valérie Becquet précise qu'il est difficile d'avoir un discours général sur l'engagement des jeunes au regard de la diversification des modalités et des manières de faire, qui s'ajustent et se réinventent en fonction des jeunes. Elle souligne en ce sens qu'**il existe des engagements divers des jeunes** : pratiques militantes, collectifs mais également engagements dans les instances de participation mises en place par les pouvoirs publics (ex. : Conseil des jeunes dans certaines collectivités territoriales). Il s'agit là de leur offrir un espace de prise de parole, pour les associer aux décisions qui les concernent.

Ces dispositifs n'attirent cependant pas tous les jeunes. En effet, ce sont plutôt **des personnes qui ont un vécu positif des institutions** (ex. : un bon parcours scolaire) qui vont s'emparer de ce type d'outils de participation. Ils s'engagent alors souvent avec **la volonté de changer le système de l'intérieur**. D'autres vont également y voir **un moyen d'acquérir des compétences** et donc provoquer un sentiment d'auto-efficacité.

À l'inverse, **les expériences négatives dès l'enfance** vont pousser à décrocher de l'espace civique ou alors à investir d'autres espaces, plus critiques du fonctionnement des institutions.

◆ COMMENT LES COLLECTIVITÉS ET POUVOIRS PUBLICS FONT EN SORTE DE DONNER LE GOÛT DE LA CITOYENNETÉ ?

D'après **Laurence Mauler**, il est nécessaire de **multiplier les possibilités de participation** des jeunes dans les institutions et d'avoir **un discours clair et adapté sur ces différents cadres d'engagement**, et cela dès l'enfance. Ils se construisent de manière multi-partenariale et exigent notamment **une implication des élus auprès des jeunes**. Un véritable travail de diffusion d'une culture de la citoyenneté **auprès de tous les citoyens et à toutes les échelles** doit ainsi être mené.

Les démarches menées par la commune de Barr montrent différentes manières de rapprocher tous les citoyens, jeunes ou moins jeunes, des prises de décisions. Par exemple, **deux instances de participation co-habitent au sein de la collectivité** : le Conseil municipal de jeunes et le Conseil intergénérationnel (assemblée de citoyens ouverte à tous les âges). Elles permettent de faire dialoguer à la fois toutes les générations sur des problématiques transversales et à la fois les jeunes, entre eux, sur des thématiques qui les concernent directement. Un partenariat avec l'Éducation Nationale a d'ailleurs été noué afin que tous les collégiens du territoire soient impliqués dans ce conseil des Jeunes.

◆ L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES VARIE-T-IL EN FONCTION DU GENRE ?

Valérie Becquet constate **une tendance générale d'une surreprésentation des jeunes hommes** dans les parcours d'engagement tournés vers les institutions politiques, notamment lorsque cela se traduit par des logiques de prises de pouvoirs et de responsabilités. Au contraire, il peut y avoir **un attrait de la part des femmes à agir au niveau local, dans l'espace « micropolitique » et l'action concrète**, qui se révèlent moins intéressées par les jeux de pouvoir.

Au regard de son expérience associative et dans le cadre des programmes mis en œuvre par Tous Élus, **Anna Moriette** souligne que **55% de femmes se sont présentées aux élections municipales et législatives**. Elle souligne néanmoins **des freins à cet engagement**, liés à une socialisation féminine qui fait émerger les questions de légitimité à occuper un poste à haute responsabilité, de gestion de la vie personnelle et professionnelle, etc. Certaines femmes peuvent ainsi être découragées de s'engager en politique.

◆ QUELS AUTRES FREINS À L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES PEUVENT ÊTRE OBSERVÉS ?

Anna Moriette note l'existence de **barrières structurelles à l'entrée en politique**, auxquelles se heurtent davantage les jeunes. **Le manque d'information et de transparence** sur les pré-requis nécessaires pour « faire campagne » (sur les comptes de campagne

par exemple) peut empêcher certains jeunes à se lancer. De même, aucune aide n'est actuellement proposée pour les aider à financer leurs débuts. Pour finir, **la vision assez partagée au sein des jeunes d'un système représentatif à bout de souffle et politique qui ne tient pas ses promesses peut agir comme un « repoussoir ».**

◆ EST-CE QUE L'ÉCOLE A UN RÔLE À JOUER DANS L'ENGAGEMENT DES JEUNES EN POLITIQUE ?

Selon Valérie Becquet, l'engagement des jeunes varie en fonction de leur niveau d'éducation et de leur niveau de diplôme. Cette inégalité observée pose la question des compétences. En effet, **la pensée critique, le débat et la prise de parole sont des points faibles de notre système éducatif** par rapport à d'autres pays européens (ex : Suède, Allemagne...). Pour pallier ces lacunes, des associations proposent de sensibiliser et former les jeunes à ces compétences (par exemple les associations d'éloquence).



À RETENIR

- ◆ L'abstention traduit **un rapport désenchanté** des jeunes à la démocratie passant par le vote mais ils gardent **un attachement fort** au système démocratique, voire même une exigence.
- ◆ **Plus ils sont éduqués et informés, plus ils sont critiques** du fonctionnement actuel de notre démocratie représentative.
- ◆ **Le vote ou l'abstention en tant qu'acte politique ne traduit pas la politisation ou non des jeunes.** On peut parler aujourd'hui d'un couplage des pratiques des jeunes (vote et protestation).
- ◆ **La formation des jeunes à la prise de parole publique et aux enjeux politiques** est un enjeu primordial pour l'accès de ces derniers aux instances de la démocratie représentative.
- ◆ **Le goût de l'engagement des jeunes se construit tout au long de leur parcours.** Il repose sur le sentiment d'auto-efficacité et sur un rapport positif aux expériences vécues (notion de résultat décisif).

REPLAY DU WEBINAIRE



WEBINAIRE 3

Les jeunesses et les nouvelles formes d'engagement

2 juin 2022

Le désintérêt des jeunes pour les institutions traditionnelles ne signifie pas un rejet des questions politiques en général. Au contraire, **de cette défiance vis-à-vis du système politique et des élus sont nées de nouvelles formes d'engagement**, plus aptes à répondre aux préoccupations de la jeunesse. Celles-ci prennent la forme d'**une critique des institutions traditionnelles qu'elles contournent pour agir de manière plus directe**, comme on a pu le voir avec les mobilisations pour le climat. Comment prendre en compte ces mobilisations ? **Que faut-il comprendre en termes de message politique ?** Comment donner un cadre à ces engagements pour répondre aux préoccupations des jeunes ?

LES INTERVENANTS

◆ **Philippine Labat**, militante et administratrice bénévole de l'association [Conscience et Impact Écologique](#). Cette fédération, basée à Lyon et présente sur 5 départements, propose 8 dispositifs d'éducation populaire écologique pour donner l'envie et la capacité d'agir aux citoyens, avec une attention particulière pour aller chercher les publics les plus éloignés.

◆ **Mimosa**, militant·e chez [Extinction Rébellion](#), mouvement horizontal sans salariés qui proteste contre la 6ème extinction de masse du vivant. Il donne une totale liberté d'action à ses membres.

◆ **Paolo Stuppia**, docteur en Science Politique, chercheur associé au CESP à Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il travaille sur les mouvements sociaux, le militantisme et notamment sur les mouvements de jeunes déscolarisés et les mouvements environnementaux.



PROPOS INTRODUCTIFS DE PAOLO STUPPIA

Paolo Stuppia souligne la **pertinence de mettre le mot « jeunesses » au pluriel**. Il faut en effet distinguer plusieurs jeunesses : scolarisées et déscolarisées, populaires ou bourgeoises. Il fait le constat qu'il n'a jamais été autant question au niveau politique des jeunesses et de leurs engagements que lors de la dernière campagne présidentielle. Les appels à la jeunesse ont été nombreux notamment dans l'entre-deux tours.

La question de la légitimité des engagements se pose : il existe des injonctions contradictoires envers les jeunes qu'on appelle à s'engager mais leurs mobilisations ne sont pas toujours jugées légitimes et leurs propositions ne sont souvent pas retenues par les décideurs, ni « injectées » dans le débat public institutionnalisé.

Il est difficile de saisir précisément et complètement la terminologie de l'engagement. Ce terme recouvre, en effet, des concepts différents : bénévolat dans les associations, membres de partis politiques, militants syndicalistes ou au sein de mouvements sociaux... Pour illustrer cette diversité des engagements, Paolo Stuppia prend l'exemple des universités où les dispositifs mis en place pour favoriser l'engagement (crédits de formation) concernent aussi bien les réservistes volontaires (dans l'armée) que les créateurs d'entreprises (engagement économique).

L'engagement des jeunes dans les institutions (vote) et structures conventionnelles (partis et syndicats) a connu des variations : il est beaucoup plus ponctuel aujourd'hui. On parle d'engagement « post-it » (et non plus timbre), c'est-à-dire que les jeunes s'engagent par moment, quand les enjeux font écho à leurs préoccupations. Par exemple, adhérer à un mouvement est plus simple aujourd'hui, on a moins besoin de faire ses preuves (ex : adhésion à un parti sur simple inscription via internet).

Dans le cadre des mouvements sociaux, il y a des évolutions générales : certaines thématiques prennent de plus en plus d'importance, héritières des nouveaux mouvements sociaux (questions de genre, minorités discriminées, écologie).

Le numérique a eu un impact important dans les formats de mobilisation. Il permet d'organiser des temps de rencontres mais également une plus grande horizontalité : émergence de causes qu'on défend par des # (MeToo) ou encore de figures sur le modèle des lanceurs d'alertes, moins cooptées par les médias traditionnels, comme Greta Thunberg.



TÉMOIGNAGES DES 2 AUTRES INTERVENANT-ES

Pour Philippine Labat, son engagement sur les questions écologiques et sociales repose sur 3 dimensions : ses convictions personnelles, des études sur le sujet et une mise en action à travers son travail. N'ayant pas reçu une éducation très politisée, elle a fait le lien entre la politique et les questions touchant à sa vie quotidienne relativement récemment. **L'engagement politique via l'expression de sa voix aux élections ne peut se séparer d'autres types d'engagements.**

Mimosa rejoint Philippine dans son parcours militant. **Sa prise de conscience écologique s'est faite tout au long de ses expériences de vie**, qui l'ont menée à une compréhension du système politique en place et de ses limites. Lorsqu'elle a senti avoir atteint une certaine maturité sur ces sujets, elle a rejoint Extinction Rébellion (XR), mouvement qui correspond à ses convictions. L'identité des militants y est très bien protégée et il y a une grande liberté dans les modalités d'actions, sans contrainte calendaire ou d'engagement auprès de la structure. Ces actions militantes doivent respecter les objectifs globaux d'XR.

ÉCHANGES ENTRE PARTICIPANT·ES ET INTERVENANT·ES

◆ LES DISPOSITIFS DE PARTICIPATION CITOYENNE PROPOSÉS PAR LA SPHÈRE INSTITUTIONNELLE CAPTENT AVEC DIFFICULTÉ LES JEUNES (MÊME LORSQU'ILS SONT INNOVANTS, SINCÈRES). COMMENT AMÉLIORER LA MOBILISATION DES JEUNES (OU QUELLES DÉMARCHES INNOVANTES PRIVILÉGIER) ?

Philippine Labat a participé à une Assemblée citoyenne mise en place par le Conseil de développement du Grand Lyon. Elle y a constaté une moyenne d'âge élevée des participants. **Pour attirer des jeunes, il lui semble important d'utiliser les structures où ils sont déjà intégrés** (milieux scolaires, associations, clubs sportifs, etc.), comme relais vers les dispositifs institutionnels.

Mimosa propose de donner des cours dès le plus jeune âge sur les questions de participation citoyenne : apprendre à prendre la parole, connaître les dispositifs de participation existants, éduquer à la critique, à l'autonomie et à la prise de décision dans le cadre de l'école.

Paolo Stuppia souligne que, malgré les bonnes volontés d'aller chercher toutes les jeunes, il y a souvent **une approche plus ou moins distante envers certaines catégories de jeunes** dont la parole va être considérée comme moins intéressante, « légitime » ou conventionnelle, provoquant une certaine stigmatisation. Ainsi, comment inclure tous les jeunes en faisant en sorte que tous soient écoutés ? Une des pistes peut consister à favoriser et intégrer **des formes de communication plus immédiates envers les jeunes, comme les réseaux sociaux**, ce qui souligne l'importance du numérique dans la démocratie participative.

◆ QUELS SONT LES IMPACTS DE CES NOUVELLES FORMES DE MOBILISATION (SUR LES DÉCISIONS, SUR LES POLITIQUES, SUR L'OPINION PUBLIQUE) ET COMMENT MIEUX LES PRENDRE EN COMPTE ?

Mimosa prend l'exemple de la mobilisation contre la destruction des jardins d'Aubervilliers où des militants d'XR se sont enchaînés. À la suite de ces actions, une procédure de justice a été lancée contre la décision de détruire ces espaces. Cette victoire a cependant été très peu médiatisée. Plus globalement, elle estime que **les actions de désobéissance civile ne sont pas assez relayées par les médias et qu'elles ne peuvent ainsi pas vraiment avoir d'impact sur l'opinion publique et donc sur les décisions politiques.**

Philippine souligne que les effets produits par les mobilisations peuvent différer du fait de la nature variée des actions menées. Il faut ainsi **adapter l'indicateur de performance en fonction du type d'action**. Par exemple, l'impact de son association Conscience Écologique ne va pas se mesurer par la médiatisation des interventions mais plutôt par le nombre de personnes touchées ou encore le nombre de bénévoles qui s'engagent chaque année.

Paolo Stuppia explique que **les mouvements sociaux ont historiquement un véritable impact sur les prises de décisions et sur la transformation de l'opinion publique**. Des mobilisations peuvent se retrouver intégrées au cœur d'une démarche institutionnalisée. Par exemple, avant la COP de Glasgow, des jeunes ont été associés à une pré-COP en Italie où ils ont pu prendre la parole devant des dirigeants du monde entier.

◆ EST-CE QUE LE PUBLIC QUI MILITE EST AUSSI CELUI QUI VOTE ?

Paolo Stuppia remet en cause l'idée selon laquelle plus on est conscient des enjeux politiques, plus on s'exprime au niveau électoral. En effet, on constate que des personnes pourtant très politisées ne vont pas s'exprimer par la voie électorale et privilégier plutôt d'autres modes d'action.

◆ COMMENT TOUCHER LES JEUNES ISSUS DE MILIEUX RURAUX ?

Paolo Stuppia montre qu'il y a une question de mobilité spécifique aux milieux ruraux qui joue beaucoup sur la sociabilité des individus. Ces variables ne sont pas prises en compte par les pouvoirs publics. **Au-delà de « faire venir » les jeunes à la politique, il faut favoriser une dynamique d'aller-vers, pour réussir à atteindre notamment ces jeunes de milieux ruraux.**

Philippine Labat évoque également le manque de participation et d'engagement dans les milieux ruraux. **La question de la légitimité** peut être un vrai frein pour donner son avis. L'idée peut être de **développer des conférences et formations en présentiel sur les sujets de préoccupations avec l'aide de structures culturelles et éducatives.**

◆ EST-CE QUE LE NUMÉRIQUE PERMET D'AUGMENTER LA PARTICIPATION DES JEUNES ? ET COMMENT MESURER L'IMPACT DU NUMÉRIQUE SUR LES MOUVEMENTS DE LA JEUNESSE ?

La participation des jeunes sur les plateformes numériques classiques ne semble pas être une évidence. Le numérique peut avoir des effets mobilisateurs mais est souvent complété par des actions caractérisées par des occupations d'espaces. **Dans ce cadre, les dispositifs numériques doivent venir en soutien aux dispositifs « physiques ».**

Mimosa estime que s'appuyer sur le numérique peut s'avérer **utile pour la communication**, la diffusion mais qu'il reste préférable de **favoriser l'action directe.**

À RETENIR

- ◆ **Le terme d'engagement peut recouvrir des réalités diverses** : partis politiques, associations, syndicats, mouvements sociaux mais également engagement économique (start-up nation) ou militaire (réserviste).
- ◆ **Certaines thématiques prennent de plus en plus d'importance** chez les jeunes, héritières des nouveaux mouvements sociaux : questions de genre, minorités discriminées, écologie.
- ◆ **Le numérique a transformé les luttes** et les moyens à disposition des mouvements sociaux.
- ◆ Pour attirer des jeunes vers le débat institutionnalisé, il est important d'**utiliser les structures où ils sont déjà intégrés** (milieux scolaires, clubs sportifs, etc.) comme relais.
- ◆ **Les impacts d'une mobilisation se mesurent de manière multifactorielle** : les actions militantes sur le terrain et leur impact sur la décision doivent être couplés à une médiatisation afin de partager le combat.

REPLAY DU WEBINAIRE



POUR ALLER PLUS LOIN...

- ◆ *Géopolitique de la jeunesse. Engagement et (dé)mobilisations*, Valérie Becquet et Paolo Stuppia, Le Cavalier Bleu, 30/09/2021
- ◆ *Génération désenchantée ? Jeunes et démocraties*, sous la direction de Laurent Lardeux et Vincent Tiberj, La Documentation française, 22/03/2021
- ◆ Travaux de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire : <https://injep.fr/>
- ◆ Enquête sur les valeurs des Européens : <http://www.valeurs-france.fr/>
- ◆ Projets autour de la participation des jeunes récompensés par les Trophées de la participation & de la concertation de Décider ensemble : <https://decider-ensemble.netlify.app/fiches>
- ◆ Webinaire « L'impact de la démocratie délibérative sur la jeunesse » organisé par Décider ensemble dans le cadre du 4e Festival de la participation et de la démocratie délibérative de la Commission européenne : <https://youtu.be/eldx9ooayPo>

Note publiée en décembre 2022 par
Décider ensemble

Auteur-es : Oussama Akzoum et Ilona Coppins

Relecture : Clara Caubet et Sarah Grau

www.deciderensemble.com